



Le 20 Avril 2020

Monsieur le Secrétaire d'Etat

Monsieur Lemoine

En premier lieu, nous espérons que vous vous portez bien ainsi que vos proches.

Suite à notre dernier courrier du 02 février 2020 nous tenons à vous alerter quand aux réactions des parents de part le monde, après l'annonce des rejets des différents amendements par le Parlement, alors qu'ils abondaient pour le renforcement du budget de l'AEFE dans l'objectif de faire face à la situation catastrophique dans laquelle un grand nombre d'établissements et de familles se retrouvent.

En qualité de représentants de ces familles, nous souhaitons attirer votre attention sur l'urgence à intervenir pour endiguer la dégradation du climat global que nous enregistrons de jour en jour. Les parents, qui étaient restés sur vos dernières annonces « sauver coûte que coûte, les établissements français dans le monde » ont naturellement été choqués face à ces dernières annonces, créant une nouvelle situation explosive.

Ils s'inscrivaient dans les valeurs de solidarité et d'équité largement évoquées pour relever le défi qui s'impose à eux. Malheureusement, ils constatent que les décisions sont encore une fois contraires aux engagements.

Et alors que le Chef du Gouvernement reconnaît que l'accompagnement pédagogique a entraîné une rupture d'égalité entre les élèves malgré le travail remarquable des enseignants, et que cet accompagnement ne pouvait se prolonger plus sans entraîner des risques de décrochages et d'inégalités, nos parents s'interrogent sur la situation similaire que les élèves des établissements français de l'étranger (EFE) vivent, et sur la pertinence des réponses apportées jusqu'à présent.

Car si en France l'école reprendra progressivement à partir du 11 mai, ce ne sera pas le cas pour les EFE qui sont tributaires des décisions gouvernementales locales.

Aussi, nous vous interpelons sur la recevabilité de la mesure de maintien de la totalité des frais de scolarité du troisième trimestre alors que nous savons tous que l'accompagnement pédagogique à distance n'est et ne remplacera jamais les cours en présentiel et que cette mesure n'est contractuellement pas recevable et finira par exposer à des recours.

Et c'est avec tout notre respect et la transparence requise que nous nous adressons à vous, car la situation vécue par les parents au sein des différents établissements, requiert une description fidèle et responsable, avec des propositions concrètes et adaptées, que nous vous suggérons d'appréhender comme étant libres de toutes interférences ou instrumentalisation.

Points clefs de situation

- Les mesures exceptionnelles proposées par l'AEFE ont démontré jusque là des limites en termes d'efficacité et de faisabilité dans leur mise en œuvre de part la diversité du réseau et la complexité de leur mise en pratique. Aussi, force est de constater que l'Agence traverse une période cruciale où la nécessité de fédérer les parents est devenue une condition de survie à notre sens. L'avenir de l'Agence ne peut plus continuer en s'appuyant uniquement sur une solidarité aveugle des parents pour apporter des solutions à des problématiques régaliennes.
- La gouvernance locale des EFE a clairement démontré, en cette période de crise, son incapacité à fédérer les parents. La gestion de la crise s'est opérée sans concertation avec les APE et les parents, avec des retards dans la mise œuvre des dispositions connues de tous, car rapidement énoncées par les politiques et vous même. S'en est suivi une dégradation de la confiance, puis l'émergence d'une révolte vis-à-vis du manque de responsabilité : des engagements verbaux sans suites, absence de procédure sur les directives appelant à la transparence, mise à l'écart des APE et parents et discours unilatéral totalement déconnecté des réalités de terrain, arrogance en lieu et place de concertations respectueuses et constructives. Pour les parents engagés et responsables que nous sommes, il s'agit là de l'expression de résistances aux changements inadmissibles, dont souffre l'AEFE depuis plus d'une décennie, malgré le débat et les conclusions gouvernementales sur son avenir.
- Les familles, force du réseau, traversent toutes des complexités quotidiennes qui, cumulées, les amènent progressivement vers des situations critiques de non retour. Nous comptons des familles directement concernées par le covid19, d'autres par la perte partielle ou totale d'emploi, celles obligées de s'équiper pour combiner télétravail et accompagnement pédagogique à distance avec plusieurs enfants, celles en rupture totale pour les cas d'établissements fermés ou dans les pays où les infrastructures de télécommunication sont inaccessibles. Certes et bien heureusement, il subsiste aussi des familles qui parviennent à joindre les deux bouts. Enfin, nous ne pouvons ignorer les départs définitifs massifs de familles pour les raisons économiques auxquelles elles sont confrontées, et les rapatriements pour raisons d'entreprise ou sanitaires, départs atteignant près de 50% pour certains établissements.
Pour les familles restantes, qui ont toujours répondu aux appels de solidarités par le passé pour la mutualisation, l'attente de pouvoir bénéficier à leur tour d'un appui similaire, reste de mise.
- Les APE, comités de gestion et parents que nous regroupons, sont restés mobilisés pour la défense et le maintien des établissements EFE depuis le début de cette crise. Ils se sont organisés pour une solidarité entre familles de toutes nationalités confondues, en adoptant dès le début du confinement avec leurs adhérents, un discours transparent, honnête et équitable. Ils ont rejeté les appels contradictoires des APE siégeant au CA de l'Agence, dont les positions démontrent la nécessité d'élargir la représentativité pour s'inscrire dans un devenir durable et consolider la légitimité des décisions prises.
- Les enseignants ont joué et jouent un rôle fondamental dans l'atténuation des disfonctionnements. Par l'engagement, ils se sont rapidement déployés, comme les parents, assumant les contraintes par eux-mêmes. Il en découle que les parents sont totalement informés du manque, ou du très peu d'encadrement et soutien dont ils ont été l'objet et sont interpellés par le manque de réactivité des directions d'établissements.

- Les retards cumulés en matière d'introduction des nouvelles TICs au sein des établissements, ont été un handicap supplémentaire pour aspirer à une « continuité pédagogique », devenue « accompagnement ». Dans l'urgence, le recours aux logiciels gratuits a été une opportunité, au prix des limitations dues à la gratuité qui ont compliqué la situation aussi bien pour les parents que pour les enseignants. Enfin, le peu de ressources ont acculé l'ensemble à opérer sur son propre matériel, souvent insuffisant ou inadapté pour ce faire.
- Hors mis quelques cas particuliers, la majorité des états maintiendra l'état de confinement au-delà des dates permettant une reprise scolaire pour cette année. Aussi, l'accompagnement des élèves restera sous sa forme actuelle, avec certainement des mises à niveau si l'écoute des parents finalement s'installe. Il y a cependant lieu de prendre en compte une amplification à venir des difficultés au sein des familles, des enseignants et des élèves selon le cycle scolaire.

Les propositions des associations, des comités de gestion et des parents du collectif

A la lecture de ces points et des dernières déclarations parvenues aux parents, il apparait, Monsieur le Secrétaire d'Etat, que la situation est plus qu'alarmante pour l'avenir des enfants du réseau et nécessite votre intervention pour nous préserver du pire.

Pour chacun des points soulevés ci-dessus, nous vous formulons des propositions réalisables, qui font l'unanimité des parents et qui s'inscrivent dans les perspectives d'une transition équitable et saine permettant d'instaurer un cadre de travail productif et constructif pour l'avenir de l'AEFE.

- L'Agence traverse une période sensible où la nécessité de fédérer les parents...

Défendre les intérêts de la force spécifique que représentent les parents dans la plupart des pays, la valoriser en conséquence par une prise en compte de leurs propositions averties de manière équitable et solidaire.
Evaluer fidèlement les retombées financières relatives aux mesures que nous proposons versus le mécontentement et la mobilisation qu'elles engendreraient en leurs absences.
Prendre les mesures adaptées pour assister les établissements, en retour à leurs solidarités passées.
Responsabiliser chacun sur ses droits et ses obligations, sachant que les Directions sont les ambassadeurs des valeurs de la république et de l'AEFE.
Sensibiliser le personnel administratif sur la nécessité de mobilisation pour la mise en œuvre de toute décision, en impliquant en compétence et l'obligation de se hisser au niveau de charge et de maturité des parents, des APE et des enseignants.
Rappeler que dans le contexte actuel, c'est l'école qui s'invite à la maison et non le contraire.
Définir des procédures équitables de mise en œuvre des mesures applicables à tous et tenant compte des contextes locaux.

- La gouvernance locale des établissements a clairement démontré.....

Enrayer les dysfonctionnements de gouvernance relevés, par des instructions fortes et souveraines de la part du MAE. Les promesses doivent laisser place à des règles et engagements écrits, opposables pour forcer l'exécution en locale.

Appeler à l'homogénéité entre les communications locales et les annonces gouvernementales.

Accélérer localement la mise en œuvre des mesures d'urgences décidées par le gouvernement.

Exiger systématiquement le vote des représentants de parents d'élèves et parents dans la concertation et la prise de décision locale.

Harmoniser les décisions prises pour garantir l'égalité des chances toute nationalité confondue, adaptée selon un même pôle, pays, en mettant en avant la solidarité locale et régionale.

Développer la transparence par la mise en place de commissions locales tripartites parents//enseignants/directions pour la gestion de la crise et le suivi de mise en œuvre des décisions gouvernementales.

- Les familles, force du réseau, traversent toutes des complexités quotidiennes

Annoncer la décision de réduction des frais de scolarité de trimestres qui ne sont pas assurés pour toutes les familles ne bénéficiant pas d'autres soutiens ou aides parallèles de la part de leurs organismes employeurs, à hauteur de :

- 50% pour le cycle 1(PS,MS et GS),
- 25% pour les autres cycles.

Annoncer la décision d'annulation des augmentations prévues pour la prochaine rentrée.

Annoncer le remboursement partiel des frais d'examens suite à la décision de leurs annulations. à hauteur de :

- 100% pour le baccalauréat anticipé,
- 50% pour le brevet.

Annoncer l'annulation des remontées pour les établissements EFE en très grandes difficultés.

Annoncer que les mesures d'accompagnement prises concerneront toutes les familles quelque soit la nationalité.

Appeler les familles mobilisées à la solidarité en les invitant à l'adhésion et à la proposition de mécanismes solidaires locaux, régionaux et internationaux.

Etendre les mandats des représentants des parents d'élèves pour apporter toute la transparence sur la mise en œuvre des mesures prises.

Appeler à l'implication des représentants des élèves, dans les processus de concertation et de décision pédagogique.

- Les APE et parents que nous regroupons, sont restées mobilisées pour la défense et le maintien des établissements EFE

Faire échos à nos propositions auprès de la Présidence, des membres du CA de l'Agence, comme dispositions alternatives négociées avec la majorité des parents que nous représentons, en attendant le déploiement des nouvelles organisations au sein de l'AEFE.

Rebondir sur le contexte actuel, pour tester des mécanismes locaux de gouvernance élargis, forçant le changement et l'implication effective des parents.

Promouvoir une nouvelle culture de respect et de collaboration basée sur les valeurs de la république et des cultures locales.

Orienter les APE et parents dans leurs actions, pour être complémentaires avec les actions politiques en cours pour la valorisation de l'AEFE.

- Les enseignants jouent un rôle fondamental dans l'atténuation des dysfonctionnements....

Doter les enseignants de moyens et d'outils adaptés pour développer l'approche actuelle d'enseignement à distance.

Promouvoir le travail mutualisé et le partage d'expériences concluantes entre établissements du réseau.

Etablir une feuille de route fixant des objectifs orienté développement du numérique, pour la rentrée prochaine en termes de consistance pédagogique et de besoins en formation des intervenants.

Arrêter les programmes d'investissements des travaux prévus non essentiels pour la sécurité et le bien être des enfants, et les mettre à niveau pour le développement du numérique.

Renforcer les dispositifs de partenariats avec des experts Tics en formation à distance et autres établissements EFE développés en la matière.

Evaluer les différentes solutions utilisées en vue d'identifier celles offrant le plus de pertinence et d'autonomie.

Profiter de l'opportunité de l'instant, pour lancer un projet ambitieux en partenariat avec l'EN, pour le développement d'une plate forme propriétaire et française, adaptée à l'enseignement à distance, qui serait progressivement généralisée à moyen terme.

- Hors mis quelques cas particuliers, la majorité des Etats maintiendra l'état de confinement....

Accélérer la prise de ces décisions aux risques de s'exposer à des réactions démesurées telles qu'elles commencent à s'exprimer dans certain pays.

Promouvoir et valoriser l'obligation d'un discours solidaire, transparent et équitable pour fédérer nos forces.

Inviter à la l'adhésion au changement progressif pour et à l'évolution nécessaire par la solidarité.

Anticiper l'organisation du retour en classe et rester en veille sur d'éventuelles complexités de prolongement de la pandémie.

Monsieur le Secrétaire d'Etat, nous faisons appel à vous pour relever le défi auquel nous faisons tous face. Le navire amiral que sont les EFE a suffisamment affronté de tempêtes pour faire l'objet d'une attention à la hauteur de son prestige.

Nous vous avons clairement exposé la grande différence entre les réalités de terrains que vivent les familles et la perception des décideurs en charge de trouver les bonnes solutions.

Les parents sont la principale force financière du réseau et nous devons la préserver en œuvrant lorsque cela est à notre portée, avec des actions qui afficheraient à toutes et tous, la volonté de la nation française à préserver ce patrimoine culturel, aux retombées économiques et politiques, qui lui feront grand bien dès la sortie de cette crise.

Le sauvetage du réseau AEFÉ a besoin de décisions courageuses et immédiates, décisions dont nous comptons sur Vous pour les porter et les faire aboutir.

Les associations du collectif.

 <p>A.L.I. Association Liste Indépendante Lycée Français de Barcelone</p> <p>Barcelone Espagne</p>	 <p>A.L.I. Association Liste Indépendante</p> <p>Madrid Espagne</p>
 <p>api association des parents indépendants André Chénier, St exupéry, Paul Cézanne & Descartes</p> <p>Rabat Maroc</p>	 <p>A.P.E.K. Association de Parents d'Elèves de Kenitra</p> <p>Kenitra Maroc</p>
 <p>CAPE Association des Collectifs Autonomes de Parents d'Elèves</p> <p>Rabat Méknès Tanger Maroc</p>	 <p>ALEFap Association pour l'Égalité Laïcité et la Liberté de l'Enfance</p> <p>Antananarivo Madagascar</p>
 <p>peep PARENTS D'ÉLÈVES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC</p> <p>Casablanca Mohammedia Maroc</p>	 <p>fcpe</p> <p>Lisbonne Portugal</p>
<p>Ainsi que les Comités de gestion et les parents de plus de 200 établissements du réseau des EFE.</p>	